

Résumé des co-présidents du Forum de haut niveau Afrique-Europe 2018: «Conduire la coopération à l'ère du numérique»

Le 18 décembre 2018
Vienne, Autriche

- 1) Le 18 décembre 2018, le Forum de haut niveau Afrique-Europe a eu lieu à Vienne sur invitation du chancelier autrichien Sebastian Kurz et du président du Rwanda Paul Kagame afin de discuter sur la question de savoir comment «Conduire la coopération à l'ère du numérique». Plus de cinquante délégations officielles des États membres de l'Union africaine et de l'Union européenne ont participé au Forum avec près de mille innovateurs et start-up de l'Afrique et de l'Europe ainsi que des entreprises établies.
- 2) Le Forum de haut niveau Afrique-Europe a offert aux chefs d'État ou de gouvernement européens et africains, au président de la Commission de l'Union africaine, au président de la Commission européenne, au président du Parlement européen, aux représentants d'organisations internationales, aux PDG de grandes entreprises globales, à des champions de l'innovation, à des start-up et à d'autres parties prenantes un espace où réfléchir sur les mesures nécessaires pour assurer la prospérité et la compétitivité sur les deux continents ainsi que pour approfondir la relation sous tous ses aspects en s'efforçant notamment de conduire la coopération à l'ère du numérique.
- 3) Le Forum a souligné combien il était crucial d'augmenter les investissements du secteur privé européen en Afrique et a mis en lumière les changements du cadre politique et juridique requis à cet effet. Il a insisté sur le besoin de diminution des risques et de financements mixtes pour mobiliser des ressources et sur celui de se concentrer sur les secteurs à fort potentiel de création d'emploi en Afrique afin d'exploiter l'atout démographique que représente la jeunesse.

- 4) Le Forum de haut niveau Afrique-Europe a eu pour but de contribuer à poursuivre la mise en œuvre de la déclaration conjointe du Sommet d'Abidjan 2017 entre l'Union africaine et l'Union européenne intitulée «Investir dans la jeunesse pour une croissance inclusive accélérée et le développement durable». Le Forum s'est concentré sur l'exploitation du potentiel de l'économie numérique pour permettre à l'Afrique et à l'Europe de créer des emplois, des compétences et un développement économique pour la jeunesse.
- 5) Le Forum de haut niveau Afrique-Europe doit être considéré comme l'une des premières contributions visant à la mise en œuvre d'une nouvelle alliance Afrique-Europe dont les contours ont été dessinés par la Commission européenne dans sa Communication sur une nouvelle alliance Afrique-Europe pour des investissements et des emplois durables: porter notre partenariat pour l'investissement et l'emploi à un niveau supérieur.¹ Cette Communication souligne le besoin d'exploiter tout le potentiel de la transformation numérique de l'économie, en particulier le commerce électronique et l'économie des données, et de se pencher sur des domaines requérant des réformes pour améliorer l'environnement propice aux entreprises sur les deux continents.
- 6) De plus, le Forum de haut niveau Afrique-Europe a contribué à réaliser les objectifs de développement de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et le Programme de développement durable à l'horizon 2030 en encourageant et en promouvant des partenariats efficaces, tant publics que publics-privés et de la société civile, notamment ceux qui mobilisent et partagent une expertise transrégionale dans des domaines politiques complexes.
- 7) Le Forum s'est concentré sur l'innovation et la numérisation et sur le besoin d'exploiter pleinement le potentiel de la transformation numérique de nos sociétés et de nos économies. Dans nos efforts pour promouvoir l'innovation et la numérisation comme catalyseurs importants du développement futur, nous travaillerons ensemble pour assurer que tout un chacun puisse tirer profit de la transformation numérique en cours. Nous avons l'objectif commun d'améliorer la coopération entre nos deux continents sur la base d'un partenariat reposant sur l'équité et l'égalité.
- 8) Partant des résultats du Forum de haut niveau Afrique-Europe, les co-présidents appellent de leurs vœux un nouveau renforcement de la coopération entre l'Union africaine et de l'Union européenne à l'avenir.

Conduire la coopération à l'ère du numérique

- 9) Pendant le dialogue de haut niveau, les tables rondes thématiques et les événements parallèles, les participants ont partagé leur expérience et expertise sur l'état général actuel de la coopération politique et économique

¹ 12.9.2018 COM(2018) 643 final

entre l'Afrique et l'Europe, en particulier concernant la contribution de l'innovation et de la numérisation au développement économique durable. Les participants ont profité de l'occasion pour exposer leur vision de la coopération future entre les deux continents.

- 10) Faisant suite aux discussions tenues lors du Forum de haut niveau, les présidents:
 - a) conviennent de continuer à promouvoir l'innovation et la numérisation comme catalyseurs importants du développement futur de sorte que tout un chacun puisse bénéficier de la transformation numérique en cours;
 - b) conviennent de tirer profit de tout potentiel inexploité pour renforcer le partenariat Afrique-Europe dans l'échange technologique et le commerce en insistant sur le rôle clé joué par les secteurs public et privé dans l'établissement de nouveaux partenariats;
 - c) reconnaissent l'importance de l'innovation et de la numérisation pour la croissance économique, les possibilités de création d'emplois, l'édification de sociétés résilientes et l'accomplissement des objectifs de développement durable (ODD).

- 11) Sur invitation des co-présidents, de jeunes chefs d'entreprise de l'Afrique et de l'Europe, représentés par le forum ADYFE (African Diaspora Youth Forum in Europe), ont été invités à donner leur évaluation des mesures requises pour améliorer les possibilités commerciales des jeunes chefs d'entreprise et soutenir ainsi un développement économique durable en Afrique. Les gouvernements africains et européens, la Commission de l'Union africaine et la Commission de l'Union européenne sont encouragés à reconnaître le besoin de stimuler le développement de politiques favorables et de mécanismes innovants visant à établir l'environnement propice requis et des cadres juridiques permettant de soutenir le développement du secteur privé et, entre autres, l'établissement d'entreprises de la diaspora en Afrique et en Europe.

- 12) Le Forum de haut niveau Afrique-Europe a offert un espace permettant de se pencher sur des thèmes spécifiques liés étroitement à la numérisation de l'économie et de la société.
 - a) **L'agriculture 4.0:** Comme recommandé par la task force de l'UE pour l'Afrique rurale, l'Afrique et l'Europe ont intérêt à unir leurs forces pour améliorer la production alimentaire et l'agriculture. Il reste encore plus à faire pour soutenir la connectivité internet des petits exploitants, augmenter l'utilisation de services de conseils et étendre la disponibilité de solutions abordables d'agriculture électronique. De plus, la numérisation tout le long de la chaîne de valeur alimentaire requiert des investissements dans la conception et le développement de technologies améliorant la quantité et la qualité de l'alimentation. L'agriculture 4.0 peut augmenter la productivité et rendre l'emploi rural plus attrayant pour les jeunes, transformant ainsi

l'agriculture africaine et assurant la croissance future du continent. Les risques de la numérisation de l'agriculture doivent également être abordés afin que personne ne soit laissé pour compte.

- b) La FinTech (technologie financière) en Afrique:** La table ronde sur la technologie financière (FinTech) a échangé des vues sur le potentiel des marchés FinTech, les facteurs critiques de réussite et le besoin d'une réglementation sensible et adéquate. Les participants ont convenu que les produits FinTech approfondissaient les systèmes financiers et que certains d'entre eux pouvaient changer la donne au niveau du développement microéconomique. La table ronde a conclu que le potentiel de la FinTech sur les marchés africains était énorme et que les start-up FinTech devraient être encouragées dans les pays africains.
- c) Les emplois pour le 21^e siècle:** On estime que dans les trois prochaines décennies, la main d'œuvre africaine connaîtra une croissance annuelle de 15 à 20 millions de jeunes de mieux en mieux formés. À la lumière de ces chiffres, la discussion a porté sur la façon (i) de soutenir l'employabilité et l'accès à des emplois productifs et (ii) de préparer au mieux les mains d'œuvre pour l'avenir. Les participants ont mis en relief le grand potentiel de la numérisation à cet égard. Les compétences dans le domaine des technologies de la communication et de l'information sont essentielles pour le développement futur de l'Afrique et de l'Europe ainsi que la création d'un environnement entrepreneurial. Les panélistes ont évalué des idées et des options sur la façon de capitaliser sur le dialogue et la collaboration entre de nombreux acteurs, y compris les partenariats publics-privés, afin d'apprendre et de profiter les uns des autres.
- d) Investir dans les start-up:** Cette table ronde a examiné le potentiel de l'Afrique en matière d'investissements. Une séance de pitch s'est tenue avec des start-up de l'Afrique suivie par un débat de haut niveau avec des investisseurs, la Commission européenne et d'autres acteurs. La table ronde a convenu qu'il était temps de changer le récit de l'Afrique: l'Afrique est une source de talents internationaux et de solutions innovantes et offre des opportunités de marché prometteuses. Pour améliorer davantage la collaboration entre l'Afrique et l'Europe, les organisateurs de la table ronde ont annoncé un suivi en 2019 (organisé conjointement avec le Réseau africain des business angels (ABAN) et l'Association autrichienne des anges investisseurs (aaia)).
- e) L'accès aux énergies durables:** L'élimination du déficit énergétique et la réalisation de l'objectif de développement durable (ODD) n°7 d'ici 2030 requièrent une refonte des systèmes d'énergie en s'écartant du parcours centralisé du haut vers le bas qui régnait par le passé pour se diriger vers un parcours intégré, avec des systèmes d'énergie numérisés et des énergies renouvelables décentralisées jouant un rôle important aux côtés

de l'amélioration des réseaux. La table ronde a débattu la façon dont les innovations numériques révolutionnaient les systèmes énergétiques et offraient des opportunités pour accélérer l'accès à une énergie abordable, fiable et durable pour tous.

- f) **L'administration en ligne:** Les solutions numériques fournissent des possibilités uniques pour garantir la transparence et l'inclusion ainsi que pour réaliser la croissance économique, des augmentations de productivité et une meilleure fourniture de services. Les gouvernements devraient garantir la meilleure utilisation possible des technologies numériques pour que les populations puissent en tirer profit et devraient également agir comme facilitateurs, moteurs et régulateurs en impliquant toutes les parties concernées grâce à une coopération transparente.
- g) **Le commerce en ligne:** Face à la quatrième révolution industrielle, la table ronde a focalisé sa discussion sur le renforcement du commerce en ligne pour créer des emplois en prenant des mesures concrètes dans des domaines clés tels que l'infrastructure et la connectivité, le financement et les systèmes de paiement, l'accès aux marchés, le genre et le développement des PME.

13) D'autres thèmes importants abordés pendant le Forum portaient sur les domaines suivants:

- a) **Révolutionner la coopération:** Cet événement s'est focalisé sur les politiques publiques de l'Afrique et de l'Europe visant à mieux promouvoir la responsabilisation des individus et des organisations par des réseaux, des équipes agiles et la co-création et permettant à des organisations pertinentes du monde entier de résoudre des problèmes locaux.
- b) **L'initiative de coopération austro-africaine dans l'enseignement supérieur et la recherche:** Le ministre fédéral autrichien de l'éducation, des sciences et de la recherche a présenté une nouvelle initiative de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et la recherche pour renforcer les réseaux académiques et les partenariats de recherche austro-africains. Les participants ont discuté de la façon de continuer à développer les relations bilatérales entre les institutions d'enseignement supérieur, des sciences et de la recherche africaines et autrichiennes.
- c) **Connecter les villes:** Comme exprimé dans les ODD, les villes et les municipalités sont confrontées à des défis tels que les changements climatiques et la mise à disposition de conditions de vie adéquates. Le panel a abordé ces défis et souligné l'importance de la collaboration entre les autorités locales pour trouver des solutions à des problèmes similaires, reproduire les meilleures pratiques et partager l'expertise existante. Les

partenariats au niveau municipal constituent une bonne possibilité à cette fin.

d) Mobiliser des financements pour l'action pour le climat en Afrique:

Cet événement s'est concentré sur des approches de financement innovantes à l'ère du numérique ayant le potentiel d'accélérer la mise en œuvre de projets et le développement commercial en Afrique. Il a exploré des idées sur la diminution des risques et l'intensification de projets liés à l'action pour le climat non seulement pour recueillir des fonds publics mais notamment pour attirer un plus grand nombre d'investisseurs privés. Les participants ont pu approfondir leurs connaissances dans les domaines des structures du marché, des mécanismes de développement commercial en Afrique et sur la façon dont la numérisation peut exercer une influence et améliorer l'accès au financement pour atténuer les changements climatiques mais aussi pour traiter la pollution et améliorer la santé publique.

e) La connectivité en Afrique: L'accès des ménages et des entreprises à des services de base (énergie, eau et hygiène, transports et TIC) est une condition sine qua none à la croissance économique et au développement. Bien que l'Afrique ait franchi un pas significatif dans l'amélioration de son infrastructure ces dernières années, elle reste nettement sous-développée par rapport à d'autres régions émergentes. Les investissements dans ces secteurs sont un moteur clé de la création d'emploi dans les secteurs tant public que privé et notamment pour le nombre croissant de jeunes Africains bénéficiant d'une formation.

Résultats

- 14) Les entreprises jouent un rôle important dans la réalisation de la nouvelle alliance entre l'Afrique et l'Europe pour l'investissement durable et l'emploi. Tenant compte de cet état de fait, le Forum était accompagné par une plateforme «business to business» (B2B) dans laquelle les entrepreneurs et les innovateurs des deux continents ont eu la possibilité de réseauter et d'échanger leurs concepts et leurs solutions pour l'ère du numérique. Près de 900 start-up et innovateurs de l'Afrique et de l'Europe ainsi que des entreprises établies ont participé activement à la plateforme B2B.
- 15) Les co-présidents se sont félicités du lancement et de la première réunion du groupe de travail sur l'économie numérique de l'Union européenne et de l'Union africaine qui s'est tenue dans le cadre du Forum de haut niveau. Les co-présidents attendent avec intérêt le rapport et les recommandations du groupe de travail sur le numérique qui seront présentés d'ici à juin 2019.

- 16)** Les co-présidents se sont félicités des contrats signés entre la Commission européenne
- a)** et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) sur «l'approfondissement de l'intégration commerciale en Afrique par une mise en œuvre efficace de l'accord sur la Zone de libre-échange continentale (ZLEC) africaine pour soutenir l'intégration économique» (3 millions d'euros);
 - b)** et la Banque de développement néerlandaise (FMO) sur la création du programme de garantie NASIRA SME qui est le premier accord de garantie à être signé en vertu du plan d'investissement extérieur de l'UE. On espère que le volume de garantie ainsi signé de 75 millions d'euros générera un investissement total de 750 millions d'euros dans le but de créer ou de soutenir jusqu'à 800 000 emplois;
 - c)** et le Fonds international pour le développement agricole (FIDA) sur l'établissement du fonds ABC qui promeut les petites exploitations agricoles par des investissements visant le chaînon manquant. Le financement de l'UE s'élève à 45 millions d'euros. En plus, le ministère luxembourgeois des affaires étrangères et européennes et l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) apportent respectivement une contribution de 5 millions d'euros.
- 17)** Dans le cadre du Forum, la Banque européenne d'investissement a finalisé la signature de trois opérations de financement majeures de 500 millions d'euros qui fourniront des investissements dans les TIC, l'énergie et les infrastructures de transport public dans des pays africains sélectionnés.
- 18)** Pour continuer à contribuer à l'objectif commun d'établissement d'un nouveau partenariat entre l'Afrique et l'Europe, l'Autriche entend mettre en place un nouveau fonds d'investissement pour les PME investissant en Afrique. Ce fonds se concentrera sur des investissements de petite envergure mais innovants dotés d'un potentiel élevé de croissance durable et inclusive et sera géré par la Banque autrichienne de développement (OeEB). La dotation en capital initiale sera de 10 millions d'euros. L'OeEB se focalisera davantage sur l'Afrique et investira 50 millions d'euros environ chaque année dans des projets du secteur privé.
- 19)** Les co-présidents se sont félicités de la présentation par le ministère fédéral autrichien de l'éducation, des sciences et de la recherche d'une nouvelle initiative de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et la recherche visant à renforcer les réseaux académiques et les partenariats de recherche austro-africains. À partir de 2019, le ministre fédéral autrichien de l'éducation, des sciences et de la recherche fournira des financements pour la mise en place d'initiatives et encouragera les institutions autrichiennes et africaines intéressées à rejoindre un réseau d'institutions d'enseignement supérieur et de recherche qui sera établi dans le cadre de cette initiative.

- 20) Pour contribuer davantage à (i) la collaboration au niveau de la recherche académique, (ii) la coopération dans le domaine des investissements et (iii) la coopération dans les domaines des investissements, de la promotion des start-up et de l'entrepreneuriat, trois protocoles d'accord ont été signés entre la République d'Autriche et la République d'Égypte par les ministres responsables.
- 21) Les co-présidents se sont félicités de la signature d'un protocole d'accord entre le Centre international pour le développement de politiques migratoires (CIDPM) et des partenaires du secteur privé dans le but de lancer l'initiative «College of Practical Skills and Start-up Centre» (École de compétences pratiques et centre de start-up) qui démarrera avec un projet pilote pour le Nigéria «The Nigerian College of Practical Skills and Start-up Centre» (École nigériane de compétences pratiques et centre de start-up). Cette initiative dispensera une formation et créera des emplois pour les jeunes en se focalisant en particulier sur les femmes. De plus, elle apportera un soutien à de jeunes chefs d'entreprise par du capital de départ et de l'assistance pratique.